



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales**

**Accord-cadre de
réalisation de prestations d'entretien des espaces verts
des services de l'État et
de certains établissements publics
situés en région Bourgogne-Franche-Comté**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le présent document est commun à l'ensemble des lots/marchés.

Numéro de consultation : 2025_Espaces_verts_PRA042403

Procédure de passation : appel d'offre ouvert (articles L2124-1, L2124-2, R2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique)

Table des matières

Article 1 - Objet de l'accord-cadre.....	3
Article 2 - Bénéficiaires et sites.....	3
Article 3 - Définition des prestations.....	3
Article 4 - Modalités d'exécution des prestations.....	4
4.1 Délais d'exécution des prestations.....	4
4.2 Responsabilité et obligations du titulaire.....	4
4.3 Accès aux sites et aux locaux.....	5
4.4 Constatation de l'exécution des prestations.....	5
4.5 Conditions générales d'exécution des prestations.....	6
4.6 Conditions d'exécution relatives à la protection de l'environnement.....	6
Article 5 - Spécifications techniques.....	7
5.1 Tonte et fauche tardive - Scarification.....	7
5.2 Taille des haies, buissons, rosiers.....	7
5.3 Taille des arbustes et des arbres.....	8
5.4 Désherbage.....	8
5.5 Démoussage.....	8
5.6 Ramassage des feuilles mortes et balayage.....	8
5.7 Fertilisation.....	9
5.8 Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs.....	9
5.9 Autre prestation.....	9
5.10 Arrosage.....	9
5.11 Élagage des arbres.....	9
5.12 Dénégement.....	9
5.13 Fourniture de végétaux (hors plantation).....	10

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts des services de l'État et de certains établissements publics situés en région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 2 - Bénéficiaires et sites

Sont listés en annexe du CCAP :

- les lots/marchés ;
- les services de l'État et les établissements publics bénéficiaires ;
- les adresses des sites à entretenir.

Article 3 - Définition des prestations

Les prestations pouvant faire l'objet de bons de commande sont définies par les bordereaux des prix (BP) spécifiques à chaque site :

- **les prestations récurrentes à caractère forfaitaire qui regroupent un nombre défini d'interventions au cours d'une année civile** (un bon de commande unique pour la totalité du marché) ;
- **les prestations occasionnelles** (un bon de commande à la survenance du besoin).

Le tableau suivant précise les prestations mobilisables en fonction de leur caractère récurrent ou occasionnel et l'article du CCTP en fixant les spécifications :

Prestations	récurrentes	occasionnelles	article CCTP
Tonte et fauche tardive - Scarification	oui	oui	5.1
Taille des haies, buissons, rosiers	oui	oui	5.2
Taille des arbustes et des arbres	oui	oui	5.3
Désherbage	oui	oui	5.4
Démoussage	oui	oui	5.5
Ramassage des feuilles mortes et balayage	oui	oui	5.6
Fertilisation	oui	oui	5.7
Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs	oui	<i>non</i>	5.8
Autre prestation (selon précisions du BP)	oui	oui	5.9
Arrosage	oui	<i>non</i>	5.10
Élagage des arbres	<i>non</i>	oui	5.11
Déneigement	<i>non</i>	oui	5.12
Fourniture de végétaux (hors plantation)	<i>non</i>	oui	5.13

Des **prestations supplémentaires** peuvent être prescrites par le bénéficiaire. Elles font l'objet d'une proposition de prix par le titulaire - qui justifie les considérations techniques et le prix - établie sur la base des prix portés aux bordereaux des prix (BP), notamment les prix horaires et de déplacements.

Elles peuvent constituer par exemple en :

- l'abattage d'arbres, le dessouchage ou la dévitalisation d'arbres et d'arbustes... ;
- l'élimination de foyers d'essences invasives, le délierrage, le débroussaillage... ;
- la plantation des végétaux fournis par le titulaire.

Article 4 - Modalités d'exécution des prestations

4.1 Délais d'exécution des prestations

En rappel de l'article 10.2 du CCAP

De façon à pouvoir traiter la facturation avant la mi-décembre, toutes les prestations doivent être réalisées avant la fin du mois de novembre.

L'enlèvement des déchets doit être effectuée le jour même de la prestation les ayant générés.

Prestations récurrentes à caractère forfaitaire

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de préparer et proposer le planning annuel au responsable de site et le mettre à jour si besoin.

Le cas échéant, le bordereau des prix du site précise qu'un rendez-vous doit être pris par le titulaire préalablement à son intervention.

Les prestations récurrentes sont exécutées

- conformément au planning prévisionnel annuel qui est
 - établi par le titulaire au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, selon les indications du BP ;
 - approuvé par le responsable de site ;
 - mis à jour à chaque modification demandée par le responsable de site, ou approuvée par le responsable de site sur proposition du titulaire, notamment afin de l'adapter aux conditions météorologiques,

et

- le cas échéant, à la date arrêtée préalablement à l'intervention (prise de rendez-vous) ; un report de délai de 48 heures accordé par le bénéficiaire est possible en cas d'une circonstance due à la météorologie.

Prestations occasionnelles ou supplémentaires

Elles sont exécutées dans les délais prévus

- par le bon de commande émis à la survenance du besoin ; un report de délai de 48 heures accordé par le bénéficiaire est possible en cas d'une circonstance due à la météorologie ;
- par le BP pour le déneigement ;
- par le devis pour les interventions en urgence.

En cas d'urgence, le titulaire doit être en mesure d'intervenir sous 24 heures au maximum pour élaguer ou pour abattre un/des arbres. Sur la sollicitation du bénéficiaire, il doit établir un devis dans la demi-journée. Les titulaires des lots/marchés réservés ne sont pas tenus à cette obligation s'ils n'en ont pas les moyens techniques ou humains.

4.2 Responsabilité et obligations du titulaire

En rappel de l'article 10.4.1 du CCAP

Le titulaire a une obligation de résultat. Il exerce ses prestations dans les règles de l'art.

Le titulaire

- met en œuvre tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP ;
- respecte strictement les délais et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Le CCTP contient les différentes contraintes et données générales de l'accord-cadre. Les informations contenues n'ont pas de caractère exhaustif et ne doivent en aucun cas être considérées comme les seules données à prendre en compte. Les dispositions portées au CCTP définissent les exigences minimales de l'accord-cadre.

Notamment, le titulaire est réputé avoir pris en compte, dans l'établissement de son offre, toutes les données et informations nécessaires, sujétions techniques et contraintes de tout type, après visite sur site, notamment les conditions d'accès et d'intervention, y compris celles propres aux établissements pénitentiaires et lieux de détention.

Par conséquent, il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les sites pour prétendre à un complément de rémunération en cours d'exécution du marché.

4.3 Accès aux sites et aux locaux

En rappel de l'article 10.4.3 du CCAP

Le titulaire doit informer le bénéficiaire des dates et lieux de ses interventions au minimum 2 jours avant ses interventions, et les reprogrammer en cas de demande du bénéficiaire.

Le cas échéant, selon les précisions du bordereau des prix, il doit prendre expressément rendez-vous auprès du responsable de site pour programmer son intervention.

Le titulaire doit se conformer aux contraintes horaires et aux jours d'intervention précisés dans les bons de commande, ou par tout autre moyen (sans cette précision, le titulaire peut intervenir du lundi au vendredi, entre 9 heures et 17 heures).

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise aux conditions générales imposées aux personnes étrangères au site, et le cas échéant, à des mesures de sécurité ou d'autorisation d'accès à des sites ou des locaux.

Le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par le bénéficiaire, notamment lorsque les prestations sont à exécuter dans un point sensible ou une zone protégée.

Le cas échéant, l'accès peut être soumis à l'établissement d'un laissez-passer ou au port d'un badge délivré au vu de la présentation d'une pièce d'identité.

4.4 Constatation de l'exécution des prestations

En rappel de l'article 10.7.1. du CCAP

Cahier de liaison (registre d'intervention)

Les visites et prestations effectuées font l'objet de comptes-rendus dans un registre d'intervention tenu à jour.

A cette fin, le bénéficiaire doit mettre à la disposition du titulaire à un cahier de liaison sur chaque site, où il doit demeurer. Le bénéficiaire peut associer le titulaire à la préparation de ce cahier.

Après chaque visite ou prestation effectuée :

- le titulaire doit compléter le cahier de liaison :
 - en précisant les prestations effectuées ;
 - en notant les difficultés constatées lors de l'exécution des prestations ;
 - en notant les actions correctives mises en place pour remédier aux difficultés signalées par le responsable de site ;
 - en apposant la date, l'heure et sa signature.
- le responsable de site doit :
 - s'assurer de la bonne exécution des prestations ;
 - noter les défauts et difficultés constatées.

Bon d'intervention

Après chaque visite ou prestation effectuée, le titulaire doit émettre un bon d'intervention, précisant les prestations effectuées, et le transmettre au responsable de site.

Ce bon d'intervention doit obligatoirement être validé par le responsable de site ou par le bénéficiaire afin d'attester de la bonne exécution des prestations.

En rappel de l'article 10.7.3. du CCAP

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG de référence, relatif à l'ajournement, lorsque des prestations ne peuvent être « acceptées en l'état », le responsable de site en avise le titulaire afin qu'il intervienne de nouveau pour y remédier, dans un délai de 10 jours calendaires. Il doit répondre dans un délai de 5 jours.

4.5 Conditions générales d'exécution des prestations

En complément de l'article 10.4 du CCAP

Le titulaire doit :

- mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour éviter tout accident notamment lié au trafic routier et au passage des piétons ;
- exécuter les prestations de manière à entraîner le moins de gêne possible pour les services bénéficiaires, les usagers et les riverains ;
- adapter le nombre et le gabarit des véhicules et des outils en fonction des prestations à exécuter et des contraintes d'intervention du site ;
- utiliser du matériel homologué, en bon état de fonctionnement, satisfaisant aux contrôles requis et adapté aux prestations, notamment pour la taille afin de ne pas blesser les végétaux.

4.6 Conditions d'exécution relatives à la protection de l'environnement

Restrictions des conditions d'application des produits phytosanitaires/phytopharmaceutiques

Est interdite l'utilisation

- des produits phytosanitaires/ phytopharmaceutiques, en application de la loi Labbé¹, modifiée par l'article 68 de la LTE² et la loi Pothier³, et l'arrêté lieux à usage collectif⁴ ;
- d'engrais de synthèse, en application de l'article 269 de la loi climat et résilience.

Toute dérogation à cette interdiction doit être dûment accordée par le bénéficiaire, notamment :

- l'utilisation de produits phytosanitaires de biocontrôle, à faibles risques et autorisés en agriculture biologique, qui restent utilisables⁵, ainsi que tous les autres produits de protection des plantes (macro-organismes, substances de base) ;
- la lutte contre les organismes réglementés (en application du II de l'article L201-4 du code rural et de la pêche maritime à l'aide de produits phytosanitaires) reste autorisée si les mesures réglementaires l'imposent ;
- pour utiliser des produits phytosanitaires / phytopharmaceutiques contre des dangers sanitaires graves menaçant la pérennité du patrimoine historique ou biologique.

A la demande du bénéficiaire, le titulaire doit produire les fiches de sécurité des produits utilisés.

Valorisation ou élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations

D'une manière générale, le titulaire doit effectuer un tri sélectif déchets (verts ou déchets de type « *ordures ménagères* » abandonnés et ramassés sur les sites) conforme à la réglementation et au plan départemental de gestion des déchets.

Les déchets verts créés lors de l'exécution des prestations sur site font l'objet, dans les conditions définies par le BP du site :

- soit d'une réutilisation sur site (par exemple comme paillage, le cas échéant après broyage, par compostage ou par la technique du mulching ; en cas de compostage, les bacs sont mis à disposition par le bénéficiaire mais entretenus par le titulaire) ;
- soit d'une élimination ou d'une valorisation dans un centre de compostage ou de traitement agréé.

Dans ce second cas, le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

1 Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national

2 Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

3 Loi n° 2017-348 du 20 mars 2017 relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle

4 Arrêté du 15 janvier 2021 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans les propriétés privées, les lieux fréquentés par le public et dans les lieux à usage collectif et modifiant l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime

5 Utilisation de produits de biocontrôle : conformément à l'article L.254-1 du CRPM, l'agrément pour l'application en prestation de services reste obligatoire lorsque le produit phytopharmaceutique de biocontrôle appliqué comporte une mention de danger suivant le code alphanumérique, constitué de la lettre H et de 3 chiffres, affecté à chaque mention de danger (classification CLP). Ces indications sont accessibles sur l'étiquette, le site e-phy ou les fiches de sécurité (FDS) des produits

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur ou du bénéficiaire, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en remettant une copie des bons de dépôt en déchetterie ou tous justificatifs de traitement en centre de compostage ou de traitement agréé.

Il est interdit de brûler des déchets sur les sites.

L'obligation légale de valorisation des biodéchets au-delà du seuil fixé par l'arrêté du 12 juillet 2011 (seuils définis à l'article R.543-225 du code de l'environnement) est rappelée au titulaire.

Pyrale du buis et chenilles processionnaires

En cas de présence constatée lors d'une intervention de

- la pyrale du buis ;
- chenilles processionnaires,

le titulaire doit en informer immédiatement le responsable site et le consigner sur le cahier de liaison.

Périodes préférentielles

Les prestations de taille et d'élagage doivent, sauf en cas d'urgence ou demande du bénéficiaire, être effectuées de novembre à mars et après la floraison pour les arbustes et arbres à floraison hivernale ou printanière, afin

- de respecter la nidification des oiseaux (avril à juillet) ;
- d'éviter les périodes de gel, de la montée de la sève, de sécheresse, de reconstitution par l'arbre de ses réserves.

Les arbres sont plantés de novembre à mars, hors période de gel.

Article 5 - Spécifications techniques

Rappel (article 4.1 du CCTP) : pour toutes les prestations, si l'enlèvement des déchets verts est demandé, il doit être effectué le jour même de la prestation qui les a produits.

Afin d'identifier les zones et les végétaux concernés par les différentes prestations, le titulaire doit se référer au plan de zonage du site, annexé au BP, notamment en cas de gestion différenciée ou d'arbres/arbustes... qui ne seraient pas tous concernés.

5.1 Tonte et fauche tardive - Scarification

La prestation de « tonte », de « fauche » ou de « scarification » inclut :

- le nettoyage préalable : retrait des papiers et des déchets de toute nature avec tri sélectif ;
- les finitions aux abords des murs, grillages, massifs, pieds d'arbres... ;
- le nettoyage des abords de la pelouse après la prestation, afin de retirer tous les résidus ;
- le cas échéant, selon la précision portée au BP : le mulching.

La tonte ou la fauche doit s'effectuer de l'intérieur vers l'extérieur de la zone en veillant à projeter l'herbe vers l'intérieur de la zone.

La hauteur de coupe doit être de 5 cm au minimum, sauf précision particulière.

Après la réalisation de la tonte, le gazon ne laissera apparaître aucune traînée ni irrégularité.

La scarification est mécanique et exclut tout traitement phytosanitaire ou fertilisation.

5.2 Taille des haies, buissons, rosiers

Les haies et buissons sont taillés sur toutes leurs faces, sauf précision particulière.

Pour l'entretien des jardins à la française, le titulaire privilégie la taille en petites surfaces tout en respectant la forme d'origine et en égalisant parfaitement.

La prestation de « taille » inclut :

- le nettoyage préalable : retrait des papiers et des déchets de toute nature avec tri sélectif ;
- la vérification de l'état de santé ;
- le retrait des branches et des végétaux morts et des espèces indésirables (pousses, ronces...) ;
- selon l'espèce, le retrait des fleurs fanées ;

- le binage et le désherbage, qui doit être exclusivement manuel, mécanique ou thermique ;
- la découpe des bordures de gazon en suivant le tracé des massifs
- le nettoyage des abords après la prestation, afin de retirer tous les résidus.

5.3 Taille des arbustes et des arbres

La prestation de « taille »

- se limite à une taille d'éclaircie et entretien de couronne, ou une taille en rideau ;
- inclut :
 - le nettoyage préalable : retrait des papiers et des déchets de toute nature avec tri sélectif ;
 - la vérification de l'état de santé ;
 - le retrait des branches mortes et des branches qui gênent la circulation piétonne et automobile ;
 - la suppression des gourmands et des rejets ;
 - selon l'espèce, le retrait des fleurs fanées ;
 - l'entretien de pied d'arbre d'alignement ou sur espace vert, notamment le binage et le désherbage, qui doit être exclusivement manuel, mécanique ou thermique
 - le nettoyage des abords après la prestation, afin de retirer tous les résidus.

Le titulaire veille dans tous les cas à :

- respecter le port initial de l'arbre ou de l'arbuste ainsi que ses ramifications et à ne pas le blesser ;
- maintenir en bon état les accessoires de plantation comme les drains, les tuteurs, les colliers...

5.4 Désherbage

La prestation de « désherbage » ne concerne que des surfaces asphaltées, dallées, bétonnées ou gravillonnées.

Elle inclut

- le nettoyage préalable : retrait des papiers et des déchets de toute nature avec tri sélectif ;
- le nettoyage après la prestation, afin de retirer tous les résidus ;

Le désherbage doit être manuel, mécanique, thermique ou en cas de nécessité avérée, et avec l'accord du bénéficiaire, effectué avec un produit phytosanitaire de biocontrôle (article 4.6 du CCTP).

Cette prestation peut être étendue à l'entretien de surfaces végétalisées telles que des parkings ; elle est effectuée avec une petite débroussailluse.

5.5 Démoussage

La prestation de « démoussage » ne concerne que des surfaces asphaltées, dallées ou bétonnées (des voies d'accès, des parkings, des circulations piétonnes...).

La prestation doit être réalisée avec un nettoyeur à haute pression avec de l'eau froide exclusivement.

Le cas échéant, selon les précisions portées au BP du site, elle inclut un traitement anti-mousse, algues et lichens avec un produit phytosanitaire de biocontrôle conforme aux dispositions de l'article 4.6 du présent CCTP.

Le site doit donner accès à un point de distribution d'eau au titulaire.

Le titulaire prend toutes dispositions et précautions pour ne pas laisser l'eau couler inutilement.

La prestation inclut :

- le nettoyage préalable : retrait des papiers et des déchets de toute nature avec tri sélectif ;
- le désherbage préalable, qui doit être exclusivement manuel, mécanique ou thermique ;
- le nettoyage après la prestation, afin de retirer tous les résidus ;

5.6 Ramassage des feuilles mortes et balayage

La prestation de « ramassage des feuilles mortes et balayage » concerne les surfaces asphaltées, dallées, bétonnées, gravillonnées et la pelouse selon les précisions du BP.

Elle inclut :

- le nettoyage préalable : retrait des papiers et des déchets de toute nature avec tri sélectif ;

- le ramassage des feuilles mortes et des divers débris végétaux ;
- le balayage manuel ou le « soufflage » de la zone à traiter.

5.7 Fertilisation

Les engrais utilisés doivent être conformes aux dispositions de l'article 4.6 du présent CCTP.
Le titulaire doit respecter le dosage prescrit par le fabricant.

5.8 Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs

Le titulaire peut être amené à procéder à l'entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs selon les dispositions prévues au BP du site, notamment le cas échéant l'arrosage et la fertilisation.

Ainsi, le cas échéant, la prestation peut inclure le renouvellement des fleurs et dans ce cas elle inclut la mise en place des plants, la fourniture des plants et du substrat.

5.9 Autre prestation

Le titulaire peut être amené à procéder à d'autres prestations, selon les dispositions prévues au BP du site, telles que la vérification de l'état de santé des végétaux, l'entretien de vivaces, le délierrage...

5.10 Arrosage

Cette prestation est requise en complément des prestations selon les dispositions prévues au BP du site.

Le site doit donner accès à un point de distribution d'eau au titulaire.

Le titulaire prend toutes dispositions et précautions pour ne pas laisser l'eau couler inutilement.

Le titulaire effectue cette prestation sans indiquer au bénéficiaire les quantités d'eau utilisées, ni les fréquences, l'état apparent de la vigueur des végétaux permettant d'attester le service fait.

La prestation d'« arrosage » inclut :

- l'arrosage manuel ;
- dans l'existence d'un dispositif d'arrosage automatique ou de goutte à goutte :
 - en avril, le remplacement de la pile du programmeur et la mise en route du réseau d'eau ;
 - d'avril à fin octobre : sa vérification et son réglage (tuyaux, goutteurs, fixations au sol...) ;
 - en novembre : la mise « hors gel » du réseau d'eau et l'arrêt du programmeur.

5.11 Élagage des arbres

La prestation d'« élagage » peut-être, notamment et selon les dispositions prévues au BP du site :

- une taille d'éclaircie et entretien de couronne ;
- une taille en rideau ;
- une taille de restructuration ;
- une réduction de couronne ;
- une remontée de couronne ;
- une taille sanitaire ;
- une taille de branche de frottement ;
- une taille de gabarit camion ;
- une taille de formation d'arbre jeune / élagage formatif ;
- une taille d'entretien sur fruitier autre qu'à pépin.

Elle inclut le nettoyage des abords après la prestation, afin de retirer tous les résidus.

Le titulaire est responsable de la méthode employée et des moyens techniques mis en œuvre en fonction de l'élagage à effectuer.

Les élagages doivent être adaptés à l'espèce et respecter les règles de l'art.

5.12 Dénéigement

Le déneigement consiste à déblayer la neige et à assurer l'épandage de sable ou de sel de déneigement en cas de verglas.

Cette « prestation occasionnelle » est définie dans le BP du site qui précise notamment :

- les zones à traiter (parking, cheminements, trottoirs, escaliers...) et leurs surfaces respectives, si besoin avec l'appui d'un plan de zonage ;
- les contraintes particulières du site (conditions d'accès...) ;
- les opérations à effectuer (déblai, sablage, salage...) ;
- le délai d'intervention.

5.13 Fourniture de végétaux (hors plantation)

Concernant le choix des espèces, le bénéficiaire sollicite le conseil du titulaire. Ils prennent en considération les recommandations suivantes :

- privilégier les espèces locales, adaptées au sol et au climat ;
- privilégier les espèces vivaces par rapport aux espèces annuelles, sauf si ces dernières se resèment facilement ou constituent un engrais vert ;
- privilégier les espèces demandant peu d'entretien (en fréquence d'intervention, fertilisation, arrosage...), avec un faible développement ;
- privilégier les espèces mellifères ;
- éviter les espèces allergisantes ;
- pour les arbres, prendre en compte leur développement naturel dans le choix de l'implantation ;
- pour le gazon, privilégier un mélange d'espèces résistantes et demandant un entretien raisonné (ex : ray-grass, pâturin des prés, fétuque élevée).

Dans le cas où, en plus de la fourniture, le titulaire réalise une prestation supplémentaire de plantation, celle-ci peut être assortie d'un entretien particulier pendant une certaine période suivant la plantation (notamment l'arrosage) selon les termes de la proposition de prix (article 11.1 du CCAP).